

Se faire rembourser son poulet et ses carottes par la Sécu? C'est l'idée proposée en 2019 par un collectif national, défenseur du droit à une nourriture saine pour tous. Depuis, des expérimentations de cette **Sécurité sociale de l'alimentation** naissent partout en France, notamment à Montpellier, le grand pionnier. Tout ça pour du beurre?



PAR AMÉLIA DOLLAH
ILLUSTRATION: MARÍA JESÚS CONTRERAS POUR SO GOOD

Brocolis et carte Vitale

Le 3 septembre, il a suffi que les Restos du cœur alertent au JT de TF1 sur leurs finances tendues pour que Bernard Arnault, patron du groupe LVMH et 2^e fortune mondiale, leur octroie 10 millions d'euros. De quoi soulever quelques questions: veut-on de ce *charity business* occasionnel? Le don alimentaire n'est-il qu'un pansement sur un problème plus systémique? Car si les Restos sont dans le rouge, c'est en partie parce que les Français le sont aussi: en mai, 16% d'entre eux assuraient ne pas manger à leur faim, selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). Alors, face à ce qu'il qualifie de *"violence alimentaire"*, un collectif national impulsé en 2019 par ISF AgriSTA, une association d'agronomes et de citoyens pour la souveraineté alimentaire, dessine une nouvelle solution: la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA). Se faire rembourser ses brocolis par la Sécu? Presque. En résumé, il s'agirait d'ajouter une sixième branche à son régime général pour la prise en charge de certains aliments. Chacun cotiserait selon ses moyens, tandis que les primeurs, boulangers et supérettes seraient conventionnés. Le tout géré par des caisses locales. Et tous les mois, chacun profiterait de 150 euros pour acheter carottes, yaourts ou rôti de soja. Plusieurs expérimentations ont permis de passer de la théorie à la pratique. En Gironde, les habitants seront les heureux possesseurs d'une carte Vitale dédiée à l'alimentation en 2024. Paris testera le concept dès septembre. Grenoble, Tours ou Lyon ont exprimé leur intérêt. Et dans le Bas-Rhin, une mutuelle est dans les starting-blocks. *"Dans trois ans, aux municipales, tous les maires du département sauront qui nous sommes, projette Somhack Limphakdy, présidente de l'asso Pour une SSA – Alsace. Après une phase de test, on se laissera une année pour tirer nos conclusions. L'important sera d'avoir apporté un sentiment de sécurité alimentaire à nos adhérents."*

"Une démocratie alimentaire directe"

Pour le moment, tous les regards sont braqués sur l'expérimentation de Montpellier, la plus aboutie. C'est là qu'est née une Caisse alimentaire commune, initiée par 25 organisations du programme Territoires à VivreS contre la précarité alimentaire. Pour faire tourner la machine, un comité citoyen de 47 habitants de la Métropole se réunit tous les mois, avec un budget annuel de 400 000 euros. Un budget nourri à 60% par les cotisations d'adhérents – le montant est libre, en moyenne 61 euros par mois – et à 40% de fonds publics ou privés, ensuite redistribués aux cotisants en monnaie locale (à Montpellier 1 MonA = 1 euro). Reste au hasard à faire bien les choses: 332 expérimentateurs ont été tirés au

sort parmi 550 volontaires. Halima Benyamina, 51 ans, fait partie de ceux qui ont décroché le pompon. Dotée d'un salaire d'environ 750 euros, cette auxiliaire de vie cotise 15 euros par mois et reçoit en retour 100 euros en MonA. Le montant de sa contribution lui a été suggéré par le collectif, en fonction de ses revenus. *"Personne ne vérifie nos fiches de paie, ça marche à la confiance"*, assure l'adhérente.

À ce stade, le collectif Pour une SSA n'envisage pas de test à grande échelle. Les initiatives restent territoriales. C'est en réalité le modèle originel de la Sécu de 1946, quand les 123 caisses primaires étaient encore gérées localement par les syndicats de salariés. *"Notre proposition est certes nationale, mais l'État ne prendra pas la main, on veut une démocratie alimentaire directe"*, soutient Somhack Limphakdy. Parce qu'on ne produit pas la même alimentation à Marseille ou dans le Larzac, les règles de conventionnement ne peuvent être identiques partout. Aux habitants de décider en fonction de leurs besoins. *"La pluralité des mises en œuvre sera intéressante à observer"*, estime l'Alsacienne. Le profil du parfait candidat? Une structure associative ou coopérative, avec des employés en CDI, des rayons uniquement bios et locaux, un lieu de vente accessible aux personnes à mobilité réduite, proche d'un arrêt de transport et d'un parking. *"Ça n'existe pas"*, reconnaît Killian Vallois, chargé de mission pour la Caisse alimentaire commune, qui a élaboré avec le comité un code couleur – vert, jaune, rouge – pour pointer les atouts et faiblesses des différents postulants au conventionnement. *"S'il y a du rouge, on ne prend pas"*, précise-t-il, évoquant la demande d'une start-up rejetée parce qu'elle *"ne collait pas à [leurs] valeurs"*. À Montpellier, une quinzaine de points de vente sont déjà rentrés dans la matrice. Le bilan chiffré ne sera rendu qu'en mars 2024, mais Killian Vallois se réjouit déjà des *"retours positifs"* de l'expérimentation, derrière laquelle se cache un objectif plus grand: *"Transformer le paysage alimentaire."*

"Une courgette gratuite, mais du Coca payant"

Un panorama encore utopique, si l'on en croit un rapport du Conseil national de l'alimentation, pour qui ce système ne colle pas avec les obligations des agriculteurs sous la PAC et les accords de l'OMC. Autre réticence: le risque d'imposer un modèle alimentaire. Quoi, on ne pourrait plus acheter des chips? *"On ne va pas interdire la junk food, mais ce ne sera pas conventionné"*, tranche Somhack Limphakdy. *"Donner le pouvoir aux mangeurs, c'est aussi les former à faire des choix éclairés."* Depuis qu'Halima, habituée du Lidl, a rejoint la Caisse, elle s'approvisionne à La Cagette,

un supermarché coopératif. *"J'étais un peu perdue au début. Je veillais à ne pas trop remplir mon caddie parce que dans ma tête, les magasins bios, c'était cher."* Un sondage OpinionWay de février estime à 272 euros le budget mensuel alimentaire pour une personne seule. Alors, 150 euros suffiraient-ils quand le bio coûte 30% plus cher en moyenne que du conventionnel? Le collectif Pour une SSA précise que le montant proposé n'est qu'un minimum *"obligeant à faire tout de même très attention"*. Halima, elle, se fait désormais plaisir, en particulier sur les concessions qu'elle trouvait *"trop chers en grande surface"*.

"On ne va pas interdire la junk food, mais ce ne sera pas conventionné... Donner le pouvoir aux mangeurs, c'est aussi les former à faire des choix éclairés."

Somhack Limphakdy, présidente de l'association Pour une SSA – Alsace

Reste la question de la volonté politique. Sandrine Le Feu, députée du Finistère, a longtemps défendu la SSA, avant de la jeter aux oubliettes. *"J'en suis venue à penser que ce n'était pas la bonne idée"*, explique celle qui est également agricultrice en bio. *Quelle image renverrait-on au consommateur? Que l'alimentation n'a aucun coût. Ça me gêne de trouver une courgette gratuite, mais du Coca payant."* La Bretonne bloque aussi sur l'organisation d'une telle mécanique dans les administrations et regrette le manque de coopération interministérielle: *"L'Agriculture veut garder l'alimentation sous sa gouvernance, alors que l'Environnement et la Santé sont aussi concernés. Il faut d'abord régler cette question."* Comme toujours, l'argent reste le nerf de la guerre. Tandis que le collectif Pour une SSA chiffre la mesure à 120 milliards d'euros, la calcullette de Sandrine Le Feu affiche 172 milliards. Trop pour le pouvoir en place. *"J'en avais parlé à Bruno Le Maire, qui opposait l'argument du financement"*, rembobine la députée LREM, peu soutenue par son parti au lancement d'une réflexion nationale sur le sujet en 2020. Somhack Limphakdy, Killian Vallois et les autres y croient dur comme fer malgré tout. Le Montpelliérain voit le début d'une révolution à venir: *"On a lancé un gros coup de pied dans la fourmière, et toute une machine s'est mise en marche. Ça nous paraît impossible de revenir en arrière."* **So good** TOUS PROPOS REcueillis PAR AD